

Journée sur « La transition agroécologique dans les réserves de biosphère », 15/01/19

Présents : Jean-François ARCHANGE (JFA), agriculteur, RB du Mont Ventoux (RBVe) ; Martine ATRAMENTOWICZ (MA) CNRS, MAB France; Elise AUDOUIN (EA), INRA Toulouse AGIR "Agroécologies, Innovations, Ruralités" ; Luc BARBIER (LB), chargé de mission du Marais Audomarois, Parc naturel régional des Caps et Marais d'Opale, RB du Marais Audomarois (RBMA) ; Carla BARLAGNE (CB), Aberdeen, Scotland, RB Archipel de la Guadeloupe (RBG) ; Xavier BLETTERIE (XB) chargé de projet agriculture et forêt du Parc naturel régional du Queyras, RBT Mont Viso (RBVi) ; Nathalie CHARLES (NC), chargée d'étude promotion des produits agricoles, Parc naturel régional du Luberon, RB Luberon Lure (RBLL) ; Catherine CIBIEN (CC), MAB France ; Mathilde COUDRAY (MC) chargée de mission de la chaire UNESCO alimentation ; Nadia DELJARY (ND), élue de la RB Gorges du Gardon (RBGG) ; Jean-Louis DIMAN (JLD), INRA de Guadeloupe RBG ; Michel DURU (MDu), INRA Toulouse AGIR "Agroécologies, Innovations, Ruralités" ; Séverine FABRE (SF), chargée de mission agriculture, syndicat mixte des gorges du Gardon RBGG ; Michel Pierre FAUCON (MPF), enseignant chercheur en écologie végétale et agroécologie, RBMA ; Christine HERVE (CH) CNRS-INRA Dynafor, Arnaud LARADE (AL), chef du pôle aire d'adhésion, Parc national de la Guadeloupe RBG ; Elisa MARRACCINI (EIM), enseignante chercheuse agronome des territoires, RBMA ; Emmanuel MARSEILLE (EmM), directeur de l'association agrobio Perigord, RB du bassin de la Dordogne (RBD) ; Carine PIONETTI (CP), Chercheuse affiliée au Centre for Agroecology, Water and Resilience (CAWR), Université de Coventry (Royaume-Uni) RBVi, Ken REYNA (KR), responsable de pôle environnement et développement durable, Syndicat Mixte d'Aménagement et d'Équipement du Mont Ventoux et de Préfiguration du Parc Naturel Régional du Mont-Ventoux, RBVe ; Alice ROTH (AR), MAB France ; Olivier THEROND (OT), INRA Colmar ; Clara THERVILLE (CT) Montpellier ; Bastien VAN INGHELANDT (BV), chargé de mission agriculture et préservation des milieux, RBMA ; Arsène VINGLASSALON (AV), président du syndicat des producteurs de vanille de Guadeloupe, RBG.

Organisation : AR, CC, CH, EA, MA, OT.

Tour de table, présentation de chacun.

Introduction de la journée par Catherine Cibien

Présentations : Les 3 documents ont été transmis aux participants

- **Une introduction aux enjeux de l'alimentation durable, Mathilde Coudray (Chaire Unesco Alimentations du monde).**

Discussion

-EmM détaille la situation vécue en Dordogne : aujourd'hui il n'y a plus de dynamique d'agrandissement des exploitations, avec le vieillissement de la population d'agriculteurs et un problème de successions. Le problème majeur est la sélection des terres agricoles : une tendance à mobiliser les bonnes terres pour la production intensive et les « mauvaises » se convertissent en friche.

Il dénonce une mauvaise allocation des aides : elles devraient aider à l'installation des producteurs maraîchers dans ces zones en friche plutôt que d'allouer du budget à la gestion des incendies.

-certains leviers sont disponibles : des agriculteurs bio exonérés de taxe foncière ; ZAP (zones agricoles protégées)

-les politiques sont sujettes aux lobbies

MPF et OT soulignent qu'il faut faire attention à ne pas rentrer dans une opposition, il faut penser **aux conditions de coexistence des différents systèmes agricoles, grandes cultures/ alternatifs**. Les grandes cultures fournissent d'importants services (matière première à bas prix) et s'orientent vers des dynamiques de transition agroécologique ; un système socio-technique très présent et pas de renversement dans l'immédiat. Les systèmes de production dépendent parfois complètement de ces acteurs, voir les scénarios AFTERRES 2050, TYFA (Ten Years For Agroecology in Europe) et le document « So What » à disposition. Ces systèmes déclinent un peu : en Dordogne il y a 26 filières mais le modèle conventionnel domine toujours.

-**Pour les systèmes alimentaires** il n'existe pas de modèle unique. Chaque système doit prendre en compte les acteurs locaux.

-L'autonomie alimentaire dans un contexte de changement climatique ne peut pas être atteinte partout : au Maghreb.

-Les primes européennes ont un impact considérable et les MAEC ont un rôle à jouer

-Il serait intéressant de partager dans le réseau MAB l'évolution globale de l'agriculture et les spécificités de chaque territoire (LB)

- **Formes d'agricultures et pratiques agricoles (Olivier Thérond, INRA)**

- **Démarche et enjeux méthodologiques du guide TATA-BOX (Elise Audouin, INRA)**

Discussion

A quelle échelle peut-on appliquer ce cadre :

Exemple de la chlordécone :

MPF, JLD, OT soulignent que le problème est particulièrement complexe car il est double, avec des processus de relargage non maîtrisés et une dégradation très lente de la molécule.

-Sur les gradients représentés, où placez-vous l'agroécologie ?

OT ne propose pas une définition restrictive de l'agroécologie, mais plutôt un cadre pour aider à structurer les échanges, sous la forme d'un gradient, pour ne pas être dans l'opposition qui est contre-productive et donne une image négative aux autres formes d'agriculture.

Comment inclure le changement climatique ? Comment faire en sorte que les modèles ne s'effondrent pas dans 10-20 ans ? (LB)

Le changement climatique est inclus dans l'étape 2 de la TATA-BOX, lors de la réflexion sur les grands changements à prendre en compte, en associant les connaissances scientifiques et celles du territoire. Un processus itératif est nécessaire pour s'adapter aux changements qui apparaissent au fur et à mesure.

Comment faire travailler 42 chercheurs ensemble ?

6 groupes de travail ont travaillé sur différents aspects du projet.

Dans la méthodologie TATA-BOX, les courants anglo-saxons ont-ils été inclus?

EA: oui: Soft System Methodology (Pretty, Checkland, Poulter...) et des pays slaves (méthode OPERA, Sriskandarajah).

Quelle mise en œuvre sur le territoire?

Suite à la démarche TATA-BOX entre 80 et 100 actions à mettre en place sur les territoires ont été proposées ; c'est beaucoup trop pour être toutes mise en œuvre d'où la proposition d'un 4^{ème} atelier pour définir où placer les forces ? Une étude de la complémentarité des 2 territoires a été faite mais au final il n'y a pas eu d'action transversale. Les actions mises en œuvre sont celles qui s'inscrivaient le plus facilement dans les outils existants (PAT, PCAET, SCOT).

CT constate que souvent dans ce genre de démarche, les actions les plus faciles sont mises en œuvre, et que pour les problématiques plus complexes, il n'y a pas de suite donnée.

Dans quelles mesures cela permet d'insuffler des changements de modèle à plus large échelle, sur des sujets qui posent vraiment problème ? (CT)

OT : à la fin de TATA-BOX, il y a eu une perte de la cohérence globale du plan d'action et une simplification aux actions les plus accessibles. Ces actions plus accessibles peuvent être une porte d'entrée pour accomplir des actions plus compliquées, si la coordination de la mise en œuvre est assurée. **Il ne faut pas penser UNE transition agroécologique, ni UN grand plan d'action cohérent** mais penser des transitions multiformes, des trajectoires, avec une culture de la pensée prospective. Le plus souvent, ça bouge à la marge, bouger plus en profondeur demande plus de temps, une procédure plus longue. Il est nécessaire de voir ce processus comme un processus itératif. Nous n'avons effectué qu'une seule itération dans notre cas. Ce dispositif doit être vu comme la création d'une dynamique pour penser des trajectoires pour le territoire. Le contexte, le diagnostic, l'environnement changent et les actions doivent donc être révisées tout le temps.

NC se questionne sur l'intérêt de la modélisation d'un ensemble de pratiques en regard du changement climatique (4 années au climat complètement différents) ? Une remise en question chaque année.

Cette notion de gestion adaptative ne va faire que s'amplifier. Les systèmes standardisés vont-ils résister ? Mieux que les autres ?

A quel point les propositions faites dans le cadre de TATA-box se sont-elles éloignées du système dominant sur le territoire ? (CB)

OT répond qu'il est difficile de définir ce qui fait partie du système dominant ou pas. Le système n'est pas noir ou blanc, les agriculteurs vendent à la fois sur le marché des grands opérateurs mais aussi plus localement, sur d'autres réseaux.

Quand on amène les agriculteurs à discuter ensemble, on se rend compte qu'il y a beaucoup d'alternatives, plus ou moins déconnectées du système dominant, et pas forcément rejetées par celui-ci. Les gros opérateurs se montrent parfois intéressés par ces alternatives.

Il n'y a pas de changement profond pour l'instant concrètement, cela demanderait plus de temps, plus d'ateliers.

Speed dating: Rencontres et échanges - 5 expériences de transition agroécologique dans les Réserves de biosphère

Chacun a partagé son expérience et son rôle dans une transition agroécologique de son territoire et s'est prêté au jeu des questions/réponses en petit groupe avec le reste de l'assemblée.

Arsène Vinglassalon, président d'un syndicat de producteurs de vanille dans la Réserve de biosphère de l'archipel de Guadeloupe a présenté le projet VALAB (VALorisation écosystémique intégrée de l'AgroBiodiversité en Forêt de Guadeloupe). <https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/art-concilier-production-agricole-protection-nature-620098.html>

Emmanuel Marseille, directeur de l'association AgroBioPérigord (bassin de la Dordogne) a expliqué le fonctionnement de sa plateforme de distribution de produits locaux et bio pour la restauration collective. <http://agrobioperigord.fr/>

Nathalie Charles, chargée d'études promotion des produits agricoles au PNR du Luberon a exposé les freins et les leviers pour la mise en place d'une filière de pain bio dans la Réserve de biosphère du Luberon-Lure. <https://www.arvalis->

infos.fr/file/galleryelement/pj/e0/99/85/46/44_ble_filiere_provence_m_marguerie4518697815826876392.pdf

Carine Pionetti, chercheuse engagée dans un projet de recherche-action consacré à la relocalisation alimentaire, nous a parlé de la mobilisation des savoir-faire des paysans et des citoyens dans la Réserve de biosphère transfrontière du Mont Viso. <http://www.agroecologiepaysanne-graap.org/>

Jean-François Archange, agriculteur bio dans le Vaucluse (Mont Ventoux) a partagé sa fierté d'être en bio, un moyen d'assurer sa rentabilité tout en prenant soin de l'environnement.

Jean-François Archange est fils et petit-fils d'agriculteurs sur le Mont Ventoux (Vaucluse). Artisan menuisier-ébéniste pendant une 20^{aine} d'années, il a repris la petite exploitation familiale de 17 ha. Les premières années, il a développé une pépinière de plantes aromatiques qui lui ont permis d'agrandir progressivement son exploitation qui est aujourd'hui de 140 ha. Après trois années de culture en mode conventionnel, il est passé en bio relativement facilement car ses pratiques en étaient déjà assez proches. Il possède des prairies de sainfoin et 1ha de châtaigneraie ; il cultive en organisant des rotations, différentes plantes aromatiques comme la lavande, le lavandin, la sauce sclarée, la sarriette ou l'immortelle, qu'il vend à la coopérative. Il produit également du petit épeautre, lentilles, pois chiches, qu'il transforme et vend localement. Récemment l'un de ces fils s'est installé en tant que jeune agriculteur bio dans la région et le 2nd a installé des chambres d'hôtes avec table d'hôtes et envisage de revenir dans la ferme monter une ferme auberge.

Table ronde: Discussion avec des parties prenantes des Réserves de biosphère sur l'engagement dans une transition agroécologique (animation Christine Hervé)

Qu'est-ce qui vous a poussé vers l'agroécologie ?

AV : Les adhérents cultivent quasiment en mode naturel, sans pesticide, sans fongicide. A temps zéro, nous sommes **déjà dans** l'objectif de **l'agroécologie**.

EmM : **La recherche de nouvelles solutions** pour faire face à l'absence de solutions conventionnelles (viticulture et bio agresseurs...). Un **intérêt pour la biodiversité cultivée et la préservation des ressources** au niveau des semences.

JFA : L'objectif du **0 intrants**, et **l'amour du territoire**

Quels sont les leviers que vous avez mobilisés pour engager cette démarche vers l'agroécologie?

AV : Par **la formation** de groupes de paysans pouvant à leur tour former les autres.

EmM : On assiste actuellement à la montée en puissance des plantes potagères avec l'intégration des initiatives citoyennes (Les incroyables comestibles...).

NC : Mettre en place une filière territoriale demande **des rencontres entre usagers** de l'agriculture qui ne se connaissent pas - producteurs, transformateurs et boulangers. Le travail d'une **multitude de personnes réunies, apportant chacun son savoir-faire** et faire en sorte que chacun y trouve un intérêt. **S'appuyer sur des acteurs déjà convaincus** de l'utilité de la préservation des sols, de la protection de la biodiversité cultivée.

CP : Le principal levier est **l'action collective** : mise en place de dynamiques collectives, pour se rencontrer, se parler, échanger en terme de connaissances, d'expériences de ce qu'ils ont fait ou cherchent à faire, autour des pratiques, des circuits courts.

La recherche d'un dialogue multi acteurs **dans la durée** entre citoyens, chercheurs et paysans

JFA : **L'exemple**. Autour de lui, les exploitations passent progressivement en bio.

Questions/remarques

CC remarque que ces actions font écho aux mots clés des réserves de biosphère :

- action collective
- interface recherche gestion
- décloisonnement des acteurs
- fierté l'endroit dans lequel on vit

CT souligne la présentation par les 5 intervenants de tout un panel de postures possibles face à un panel de transition, d'actions et d'acteurs possibles:

- regarder l'effet des pratiques sur la biodiversité**
- apporter de la **connaissance** sur un certain nombre d'éléments
- accompagner l'action collective**
- essayer de lever les blocages politiques, des **rapports de force** qui viennent nous bloquer
- essayer **de peser dans la balance** sur les rapports de force

EmM : il existe un rapport **de force** avec les chambres d'agriculture qui portent le modèle dominant. Les chambres font un travail de « veridification » mais les approches sont différentes donc il est difficile de travailler ensemble.

La **mutualisation, le partenariat** permet de créer un collectif qui **a plus de poids** que les structures individuelles.

NC et JLD : Utiliser la **complémentarité des acteurs est nécessaire**, un ensemble de partenaires avec des métiers différents.

JLD : en Guadeloupe les approches conventionnelles sont portées par la DAF et les jeux de pouvoir sont aussi très important.

Quel est selon vous le blocage, le frein majeur que vous avez identifié ?

AV : Le frein majeur au démarrage du projet a été un **blocage institutionnel** qui a demandé plusieurs années de travail.

EmM : **Les moyens**. L'État n'y arriverait pas sans **l'engagement militant des réseaux, le bénévolat** est très important. La demande de l'état est d'accroître la production biologique de + 6-7% avec un investissement de seulement +0,05% du budget agricole. C'est important de le dire.

-**Rapport de force pour obtenir des moyens** : il faut aller chercher et structurer des moyens pour développer l'agroécologie : agréger d'autres compétences, d'autres milieux , comme la recherche par exemple.

Dans l'assemblée quelqu'un souligne la disjonction entre le discours de l'état et la modification des règles d'affectation des financements publics.

NC mentionne trois blocages :

- très **énergivore en temps de présence et d'accompagnement**
- un **frein réglementaire** pour l'utilisation des semences fermières dans une filière commerciale (variétés non inscrites au catalogue)
- la disponibilités de certains acteurs- boulangers**

CP mentionne aussi une **demande de temps très importante** et **la disponibilité de certains acteurs - agriculteurs**

- Les **approches filières** n'aident pas du tout à penser la transition agroécologique qui a besoin de transversalité, d'ouverture, d'horizontalité pour fonctionner, les filières sont souvent verticales.
- Il y a un **manque de vision et une inertie des institutions** : pour changer d'échelle il manque une volonté de politique publique, l'engagement d'institutions à la fois financières et stratégiques.

JFA : Pour les coopératives, la filière conventionnelle fonctionne bien, et de ce fait, les coopératives s'engagent peu sur le bio, ce qui génère une **bataille** pour le maintien **des prix**.

-**Suppression et retards des aides** : certaines aides dépendent des régions et des voisins situés à 2 km n'ont pas accès aux mêmes aides.

EmM : un frein commun à tous est **l'échelle de temps de l'agroécologie** – ce sont des modèles agricoles qui demandent du temps pour en voir les effets (5-10-15 ans), difficilement compatible avec les mandatures des élus ou des entreprises. Il y a cependant une évolution positive. Un effet de basculement à 20 % avait été annoncé pour le bio alors que l'on voit qu'à 6-8 % les choses bougent déjà énormément. Plus inquiétant, **la distribution** met des moyens énormes **au travers de l'acquisition du foncier** et va complètement intégrer l'agriculture. Ils feront de **l'agroécologie à leur façon** avec des salariés et non plus avec le monde paysan. Il faut être conscient, extrêmement vigilant, **et alerter les pouvoirs publics sur ce risque.**

Conclusion et perspectives pour vos projets

Bilan

OT dresse un bilan de la journée : les présentations de points de vue, d'expériences sur la transition agroécologique ont balayé une gamme d'échelle aussi bien en termes d'action, que d'objets.

Comment, de manière plus ambitieuse, penser une action collective autour de cette question de la transition agroécologique ? Comment voyez-vous l'intérêt, le fonctionnement d'un collectif inter réserve qui réfléchirait ensemble autour de cette question-là ?

1° La perspective de poursuivre ces journées est actée.

Attentes

2° Quelles modalités pour poursuivre ?

3° Qu'aimeriez-vous faire ? Sur quoi aimeriez-vous travailler collectivement dans le cadre du groupe recherche ?

EmM : une **entrée à plusieurs tiroirs** - des actions et des animations différentes dans les territoires, certaines très techniques, d'autres plus politiques ou stratégiques. **Développer une culture d'échange**, comme une boîte commune, quelque chose de simple – Partir des initiatives que les uns et les autres réalisent et qui peuvent être essaimées - des **travaux inspirants**. Et il faut des **moyens**. **Comment mobiliser des moyens ?**

LB : comment faire un **travail sur un temps long** ?

-Comment accompagner pour que les RB deviennent des territoires d'agroécologie demain ?

-Comment passer de la connaissance d'initiative, d'intentions de projets, à une dimension plus partagée, plus structurée et à un projet de territoire ?

AL : comment inciter un collectif, comment faire avancer une trentaine de personnes vers un objectif commun ? Les formations initiales mettent beaucoup trop l'accent sur une expertise technique et n'arme pas sur **comment faire ensemble** ? Comment faire valoir cette expertise ?

LB : le monde agricole ne s'est jamais approprié le bio. L'évolution du bio s'est faite par le citoyen qui a commencé à changer son mode de consommation. Dans les territoires il y a les acteurs, mais aussi les actions ; Essaie-t-on **d'avoir une réflexion sur comment mobiliser les habitants des territoires concernés** pour les faire avancer vers agroécologie et faire que le mouvement citoyen accompagne.

Comment gérer le frein politique ? Dès que l'on veut développer un groupe de travail, une équipe, un projet sur la transition agroécologique et d'autres sujets concernant les agricultures alternatives, on observe une relation de lutte de pouvoirs avec les chambres d'agricultures que ce soit les associations, les collectivités ou PNR.

CP: **Créer des liens entre les acteurs qui sont face à ces situations** pour avoir une réflexion plus stratégique, **pour avoir du poids** et ne pas rester isolé chacun de son côté.

-**animer un collectif** avec des modes de gouvernance horizontaux

-**pérenniser des collectifs** dans la durée et faire en sorte que ces collectifs mènent une réflexion, une stratégie collective, parait très important.

-animer des **réflexions plus stratégiques** notamment sur des volets politiques, souvent passés sous silence, et soutenues par des approches institutionnelles. Comment réfléchir stratégiquement et accompagner les collectifs dans la durée pour qu'ils puissent se saisir de ces enjeux.

AV : comment **améliorer la visibilité** pour que chacun puisse bénéficier des méthodes des uns et des autres et voir comment mettre tout ça en résonance.

NC : Il faut **se légitimer**

JLD : Quelle **résonance avec les autres RB**, à l'international, dans le contexte régional de la Guadeloupe. Les autres RB doivent connaître les mêmes problématiques climatiques. Quelles dynamiques sont mises en place ? Quels moyens sont alloués ? Il faut utiliser ce que l'on voit ailleurs pour faire bouger les lignes au niveau français.

Organisation de la 2nde journée

OT : Proposition de mettre en place un groupe de 2, 3 personnes qui réfléchissent avec les animateurs de l'atelier, pour penser la 2e voire la 3e journée.

Sont volontaires : CT, CP, AL, NC

Questions émergentes

- une action collective, une animation collective, les dimensions d'une organisation sociale, un réseau pour action collective, l'apprentissage collectif, sur quelle durée dans le temps, des dispositifs multi acteurs.

- La situation de blocage rend nécessaire un rapport de force avec des opérateurs agricoles importants. Quelle stratégie adopter, quelles politiques publiques, quels sont les freins institutionnels.






Proposition d'animation de réunions publiques - grand public, public averti ou chercheur – par Michel Duru

La présentation d'une vision holistique de l'agriculture et surtout des liens entre agriculture et environnement, ainsi que le lien à la santé et l'alimentation.

Mdu : dans les échanges de cet après-midi, plusieurs personnes ont fait état d'un enjeu majeur qui est **de reconnecter l'agriculture et la consommation**, que ce soit individuelle ou collective. Il s'agit de voir comment le consommateur (à titre individuel et collectif) peut être un acteur de la transition agroécologique. Il y a le travail de fond fait sur le terrain ainsi qu'une animation et après il y a la formation plus large ; il faut dépenser beaucoup d'énergie pour y arriver ; c'est une clé pour le futur.

Fiche d'appréciation

Retour 15 fiches sur 25

					
Acquisition de nouvelles connaissances	10	4	1		
Rencontre de collaborateurs potentiels	10	4	1		
Le temps d'échange et de discussion	7	8*			
Cette journée a-t-elle répondu à vos attentes ?	9	5	1		

* lorsque précisé : trop court

Les Attentes

- Découvrir plus de leviers et **plus d'expériences abouties sur les territoires** pour mener à bien la TAE (x3)
- Travailler sur **les freins**
- Réfléchir à la mise en **place concrète de projet inter RB** sur cette question. Le rôle de la RB et de la recherche pour l'accompagnement de différentes formes de transition.
- Formaliser une doctrine, **une vision de l'AE dans les RB.**
- Identifier des programmes et les décliner sur les RB.
- Trouver le fil conducteur entre les différentes initiatives existantes.
- Investiguer les collaborations possibles.
- Comment passer du « projeter ensemble » au « **faire ensemble** »
- Elargir la participation

- **Aller plus loin sur la mise en œuvre de TATABOX.**
 - Comment réussir à embarquer les acteurs pour avoir une représentativité des acteurs et des enjeux, comment pérenniser et garder la dynamique des collectifs créés ?
 - Préciser la méthode et la caller sur un calendrier théorique.
 - Uniformiser les méthodes de base TATABOX. Proposer des applications selon les spécificités.

- Montrer que **par de-là les institutions, ce sont les individus engagés**, totalement impliqués qui **font et se bagarrent pour lever les freins.**

Commentaires libres :

Mettre en ligne des fichiers simplifiés sur les pratiques / bons exemples de l'AE dans les RB.

Faire le lien avec la Fédération des PNR qui mène un programme similaire auprès des PNR.

Lors de la 3^{ème} réunion, effectuer une restitution globale.